



Banque Centrale des Comores

- VUE D'ENSEMBLE
- L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET
LES PRIX AUX COMORES
- LES FINANCES PUBLIQUES
- LE SECTEUR EXTERIEUR
- LE SECTEUR MONETAIRE
- CONDUITE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE

Jun 2019



Note de Conjoncture

1^{er} Semestre 2019

1 – Vue d'ensemble

L'activité économique mondiale est restée faible au premier semestre 2019, sous les effets négatifs de l'accentuation des tensions commerciales et technologiques entre les États-Unis et la Chine, ainsi que par l'incertitude prolongée liée au Brexit¹. Ces tendances protectionnistes croissantes augmentent les risques de crises dans le groupe des pays « émergents et en développement » où la croissance est inférieure aux attentes.

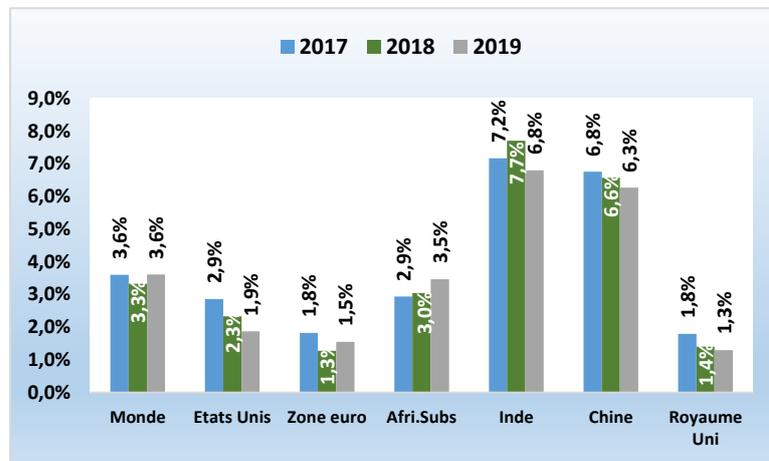
Dans ce contexte, la croissance mondiale devrait fléchir à 3,2% en 2019 après 3,6% en 2018, puis reprendra à 3,5% en 2020 selon les projections du Fonds Monétaire International. Cependant, dans certains pays avancés, la croissance a été supérieure aux prévisions.

Aux États-Unis, la croissance devrait s'établir à 2,6% en 2019 contre 2,9% en 2018 en raison de la baisse de la demande intérieure et des importations sous l'effet, entre autres, de la hausse des droits de douane.

Dans la Zone Euro, la reprise de l'activité en 2017 n'était que passagère puisque la croissance du PIB devrait encore baisser à 1,3% en 2019 contre 1,9% en 2018, justifiée notamment par la diminution des immatriculations d'automobiles en

Allemagne ou encore les manifestations des « gilets jaunes » en France.

Au Royaume-Uni, la croissance devrait s'établir à 1,3% en 2019 contre 1,4% en 2018. Cette baisse de l'activité s'explique en partie par le fait que de grands constructeurs automobiles ont avancé leurs fermetures annuelles régulières dans le cadre des plans d'urgence pour le Brexit. La prévision suppose



un Brexit ordonné, suivi d'une transition progressive vers le nouveau régime. Cependant, l'issue du Brexit reste encore incertaine.

En Inde, la croissance devrait se redresser pour atteindre 7,0 % en 2019 contre 6,8 % en 2018 grâce aux mesures gouvernementales, telles que les récentes réductions de l'impôt sur les sociétés.

En Chine, on note un ralentissement plus prononcé que prévu de l'activité, en lien avec l'affaiblissement de la demande extérieure dû entre autres à l'escalade des droits de douane. La croissance devrait reculer pour s'établir à 6,2 % en 2019 contre 6,6 % en 2018.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait atteindre 3,4% en 2019 contre 3,1%

¹ WEO, mis à jour, juillet 2019

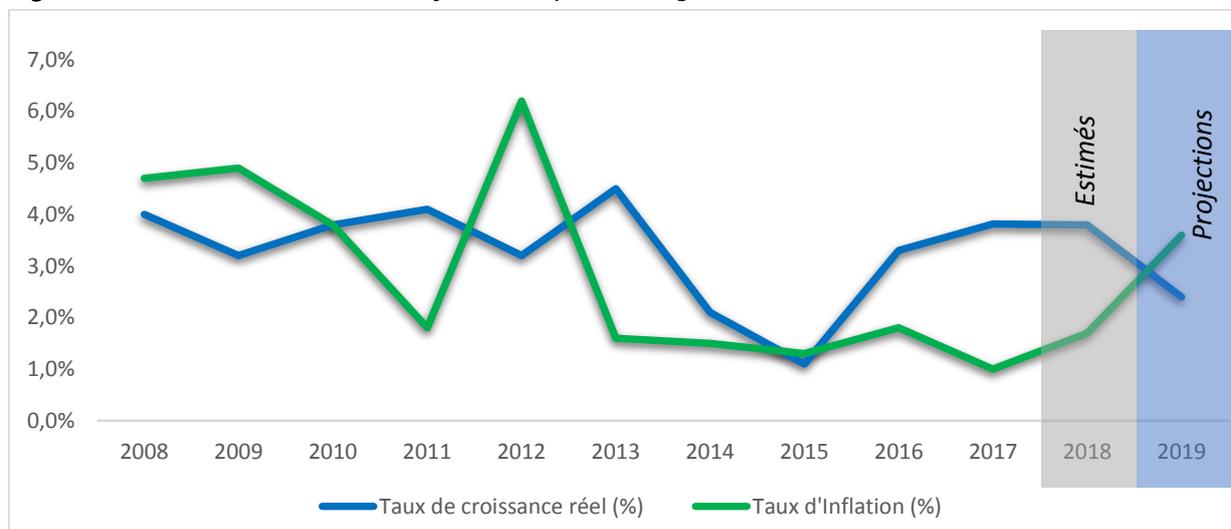
en 2018. Une activité plus soutenue dans les pays pauvres en ressources naturelles compenserait la baisse de la croissance dans les plus grandes économies de la région.

II. Evolution de l'activité économique interne

2.1. Croissance

En 2019, l'activité économique devrait être impactée par le cyclone Kenneth qui a frappé le pays dans la nuit du 25 au 26 avril 2019. La croissance du PIB devrait s'établir à 2,4% contre 3,8% en 2018 et en 2017, 3,3 % en 2016 et 1 % en 2015.

Figure 1 : Taux de croissance et d'inflation en pourcentage



Sources : INSEED, Estimations BCC et Projections INSEED et BCC

Le secteur agricole qui a été le plus touché par le passage du cyclone devrait enregistrer une baisse de sa valeur ajoutée brute de près de 4,7% imputable principalement à la chute de l'offre de production vivrières notamment de bananes et des fruits. Toutefois, le secteur primaire dans sa globalité ne devrait enregistrer qu'un repli de 0,6% de sa valeur ajoutée brute, en raison du dynamisme attendu dans les autres sous-secteurs notamment la sylviculture et la pêche.

Le secteur secondaire devrait être le seul secteur qui verrait son rythme de croissance s'améliorer, en liaison avec la reconstruction

qui engendrerait une hausse de l'activité dans les sous-secteurs connexes tels que la métallurgie, la menuiserie et les activités extractives. Au total, le secteur progresserait de 3% et devrait maintenir sa contribution à la croissance du PIB à 0,3%.

Le secteur tertiaire devrait encore perdre quelque peu son rythme de croissance. Son taux de croissance s'établirait à 3,7%. Toutefois, sa contribution à la croissance du PIB serait de 2%, en liaison avec la vigueur de la production des services d'hébergement et de restauration, des services de transport et des services de l'information et de la

communication. Les rythmes de croissance des services financiers et des services de l'administration centrale devraient augmenter pour répondre aux besoins de financement de l'économie. En revanche, les services immobiliers décélèreraient par rapport à 2018 pour progresser au rythme de 3,4% de sa valeur ajoutée brute, en liaison avec le repli de la qualité de l'offre immobilière suite au passage du cyclone Kenneth.

Au niveau de la demande, l'économie devrait enregistrer un ralentissement de la consommation des ménages. A prix constant, elle devrait augmenter de 2,9% en 2019 contre 3,5% en 2018. Ce repli serait en grande partie expliqué par la baisse des revenus des ménages agricoles en dépit de la hausse des revenus de ceux opérant dans le secteur de

l'industrie et de la hausse des envois de fonds de la diaspora. Néanmoins, les dépenses de consommation des administrations publiques devraient enregistrer une hausse conséquente, en liaison avec l'appui pour l'accompagnement aux ménages sinistrés.

Pour leur part, les dépenses d'investissement enregistreraient une hausse notable de 16,8%, imputable aux dépenses de réparation et de reconstruction du capital détruit par le passage du cyclone.

Au niveau de l'environnement international, la demande extérieure nette devrait peser négativement sur la croissance du PIB, en liaison avec la hausse des importations de biens alimentaires pour atténuer l'insuffisance de l'offre agricole d'une part et des biens d'équipement d'autre part en dépit d'une hausse légère des exportations.

Tableau 1 : Taux de croissances réelles des principaux indicateurs des Comptes Nationaux

	2017	2018	2019
IHPC	1	1,7	3,6
Déflateur du PIB	0,4	0,9	2,2
PIB réel	3,8	3,8	2,4
Optique demande			
Consommation des ménages	4,2	3,5	2,9
Consommation publique	5,9	0,0	2,7
Investissements	7,1	10,7	15,9
Exportations	11,8	19,2	4,1
Importations	10,8	10,9	11,4
Optique offre			
Primaire	3,8	2,6	-0,6
Secondaire	-2,7	2,9	3,0
Tertiaire	4,5	3,9	3,7
Impôts nets de subventions sur produits	9,7	12,5	5,4

Sources : INSEED et Estimations de la BCC

2.3. Inflation

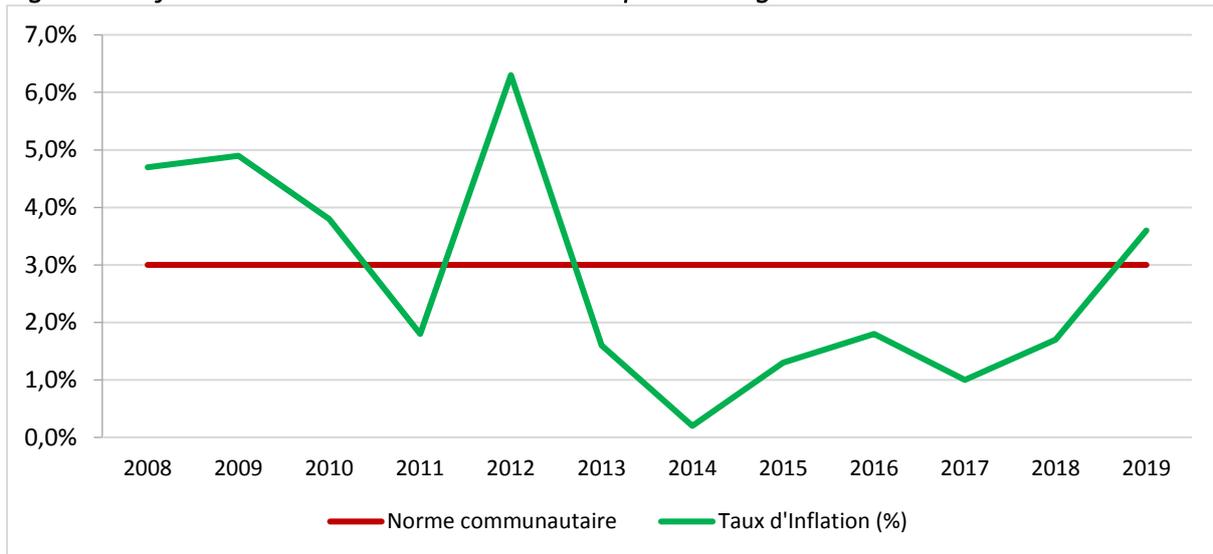
Au niveau des prix, l'année 2019 devrait être marquée par une forte pression inflationniste en lien notamment avec la hausse des

loyers et des prix des produits agricoles, de pêche et de l'élevage après le passage du cyclone Kenneth. Les relevés mensuels de

prix témoignent effectivement d'une accélération de l'inflation qui est passé de 0,5% en moyenne au premier trimestre à 3,4% au deuxième trimestre de l'année 2019. Les perspectives pour cette année 2019, montrent une tendance à la hausse de

l'inflation qui pourrait atteindre un taux de 3,6% en 2019 après 1,7% en 2018. Une inflation en rythme annuel qui devrait dépasser, pour la première fois depuis sept ans, la norme communautaire (< ou = 3% pour les pays de la Zone franc).

Figure 2 : Inflation et norme communautaire en pourcentage



Source : INSEED

III. Evolution des finances publiques

Les données provisoires relatives au budget de l'Etat présentent une régression des recettes publiques au premier semestre 2019 comparées à la même période de l'année précédente, notamment avec une baisse des recettes intérieures (-25,7%), et une faible réduction des dépenses intérieures (-1,8%). Toutefois, on constate que c'est plutôt le premier semestre 2018 qui avait enregistré une forte mobilisation de recettes fiscales et non fiscales (augmentant respectivement de

18,5% et 259% par rapport au premier semestre 2017), dans la mesure où en 2019 on reste dans la moyenne du recouvrement des recettes intérieures du premier semestre. Pour rappel, la hausse des recettes non fiscales en 2018 était impulsée par l'augmentation des revenus du domaine notamment le règlement d'une licence de télécommunication et l'accroissement des dividendes versés à l'Etat.

3.1. Les recettes

La loi de finances 2019 prévoit 64,5 milliards FC de recettes intérieures. A fin juin 2019,

elles se sont élevées à 21,9 milliards FC, contre 28,1 milliards FC à fin juin 2018, soit un

taux de réalisation de 33,9%. Cette faiblesse dans la réalisation des ressources intérieures est expliquée à la fois par la diminution des recettes fiscales (-18,9%) particulièrement les droits d'accises ou encore les impôts directs et celle des recettes non fiscales (-32,4%). En

effet, l'activité des deux grandes entreprises publiques, principaux contributeurs des recettes intérieures à savoir Comores Télécom et la Société des Hydrocarbures a fortement baissé engendrant, une baisse de leurs parts dans les recettes de l'Etat.

Tableau 2 : Recettes budgétaires de l'Etat en millions FC

Rubriques		1 ^{er} sem 2017	1 ^{er} sem 2018	1 ^{er} sem 2019*
Recettes fiscales		18 057	21 401	17 346
Dont :	Impôts sur les revenus et les bénéfices	5 249	5 870	3 291
	TC et assimilés	3 806	3 641	4 418
	Commerce international	5 917	5 791	6 437
	Droits d'accises	3 014	5 909	3 187
Recettes non-fiscales		1 857	6 670	4 510
Total des recettes		19 914	28 071	21 856

Source : Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire, CREF, *Provisoires

Ainsi, parmi les recettes fiscales, les impôts sur les revenus et les bénéfices se sont établis à 3,3 milliards FC à fin juin 2019, contre 5,9 milliards FC, une année auparavant correspondant à une baisse de 43,9%. En revanche les recettes issues du commerce international ont augmenté sur la période passant de 5,8 milliards FC à 6,4 milliards FC, traduisant entre autres la poursuite des mesures portant sur la réduction des exonérations. De même la taxe sur la consommation et assimilées, est passée de 3,6 milliards FC à 4,4 milliards FC. Enfin les

recettes sur les droits d'accises ont diminué passant de 5,9 milliards FC à 3,2 milliards FC soit (-46,1%). Ces recettes concernent principalement, des taxes prélevées sur la consommation d'alcool et de tabac.

Projetées à 15,3 milliards FC par la loi de finances 2019, les recettes non-fiscales recouvrées à fin juin 2019 s'élèvent à 4,5 milliards FC contre 6,7 milliards FC un an plus tôt, équivalent à un taux de réalisation de 29,5%.

3.2. Les dépenses

A mi-parcours de l'exercice 2019, le total des dépenses intérieures s'est élevé à 26,8 milliards FC contre 27,3 milliards FC en juin 2018, du fait de la diminution des dépenses en capital financées par des ressources propres. Ces dernières s'établissant à 2,2 milliards FC en juin 2019 contre 3,2 milliards FC l'année précédente. Cependant les dépenses courantes ont légèrement

augmenté sur le même intervalle (+2,2%), une évolution imputable à la hausse de son principal poste, « masse salariale » qui est passé de 13,3 milliards FC en juin 2018 à 14,5 milliards FC un an après. Le poste « biens et services » a pour sa part, progressé de 0,8 milliard FC sur la période, alors que celui des « transferts » a diminué de 31,2%, s'élevant à 3,3 milliards FC.

Tableau 3 : Dépenses budgétaires en millions FC

Rubriques	1 ^{er} sem 2017	1 ^{er} sem 2018	1 ^{er} sem 2019*
Dépenses courantes primaires	19 498	24 078	24 615
Traitements et salaires	14 049	13 312	14 522
Biens et services	3 217	6 027	6 832
Transferts	2 232	4 738	3 261
Dépenses en capital (fin propre)	9 927	3 230	2 196
Total des dépenses intérieures	29 425	27 308	26 811

Source : Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire, CREF, *Provisoires

Il convient de noter qu'en dépit de la baisse enregistrée au premier semestre pour les dépenses en capital financées sur ressources intérieures, la stratégie ambitieuse du gouvernement consistant à accroître le volume des investissements publics continue avec la poursuite des travaux d'amélioration des infrastructures.

IV. Commerce extérieur

Au premier semestre 2019, les échanges commerciaux ont crû de 6,7% par rapport à la même période de l'année 2018, s'établissant à 68,3 milliards FC après 64 milliards FC au 1^{er} semestre 2018. Cette évolution est imputable à une forte hausse des exportations de biens, malgré un repli des importations de biens ce

qui a entraîné une amélioration du déficit commercial de 6,5 milliards FC. Pour sa part, la couverture des importations par les exportations s'est améliorée passant de 11,4% au 1^{er} semestre 2018 à 23% au 1^{er} semestre 2019.

Tableau 4 : Données en millions FC

Données FOB	S1.2017	S1.2018	S1.2019
Exportations	6 052	5 663	11 175
Importations	41 333	49 562	48 534
Echanges commerciaux	54 679	63 971	68 274
Balance commerciale	-35 280	-43 899	-37 359
Taux de couverture (%)	14,64	11,43	23,02

Source : Banque Centrale des Comores

Exportations par type de biens

Les exportations de biens se sont établies à 11,2 milliards FC au 1^{er} semestre 2019 après 5,7 milliards FC à la même période de 2018. Cette progression provient de la hausse des exportations des produits de rente qui passent de 4,7 milliards FC au 1^{er} semestre 2018 à 5,1 milliards FC au 1^{er} semestre 2019.

En effet, les recettes d'exportations de vanille sont établies à 2,3 milliards FC contre 0,2 milliard FC seulement à fin juin 2018. Cette évolution est liée à un effet quantité, le volume exporté de ce produit au 1^{er} semestre 2019 s'étant établi à quatorze tonnes contre

une tonne seulement la même période de l'année dernière.

En parallèle, les recettes d'exportations de l'ylang-ylang ont également augmenté pour s'établir à 2,6 milliards FC après 0,9 milliard au 1^{er} semestre 2018.

En revanche, malgré la performance enregistrée au premier semestre 2018, les recettes de girofle ont subi une forte contraction, s'établissant à 0,2 milliard FC seulement contre 3,7 milliards FC au 1^{er} semestre 2018.

Tableau 5 : Evolution des produits d'exportations en millions FC

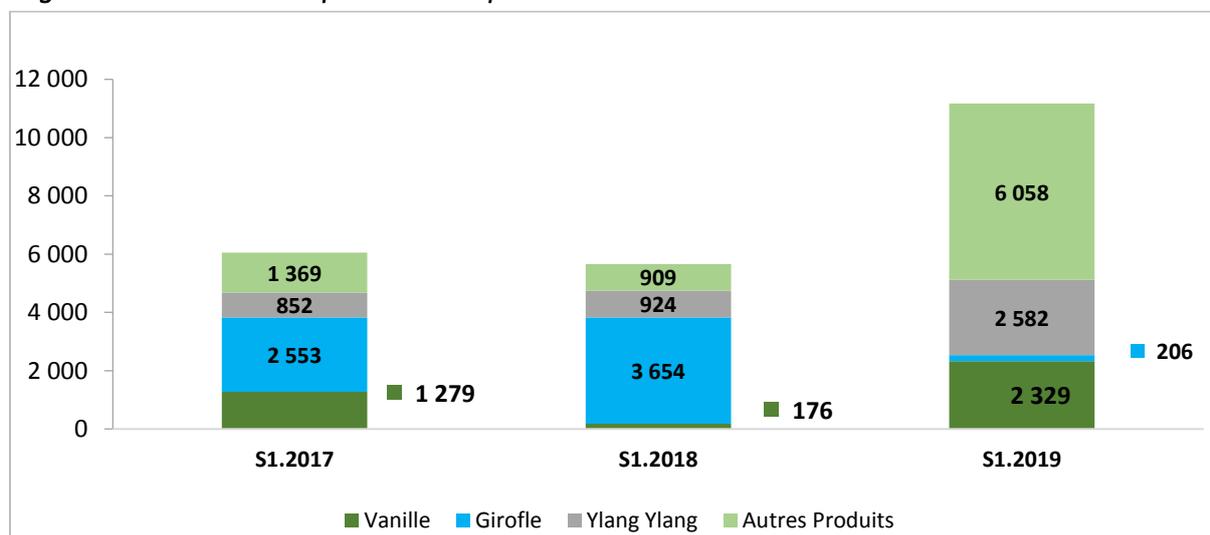
Produits de rente	S1.2017	S1.2018	S1.2019
Vanille	1 279	176	2 329
Girofle	2 553	3 654	206
Ylang-ylang	852	924	2 582
Autres produits	1 369	909	6 058

Sources : Direction Générale des Douanes, Banque Centrale des Comores

Les autres produits, essentiellement composés de produits usés, destinés à être recyclés ont rapporté 6,1 milliards FC contre 0,9 milliard FC au 1^{er} semestre 2018. Il s'agit principalement des biens d'équipement,

notamment les bouteilles isolantes et autres récipients isothermiques qui ont rapporté près de 4 milliards FC de recettes au 2^{ème} trimestre 2019.

Figure 3 : Evolution des produits d'exportations en millions de Francs comoriens

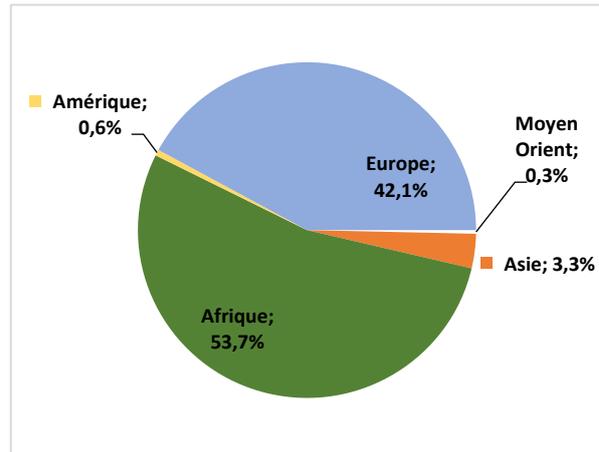


Sources : Direction Générale des Douanes, Banque Centrale des Comores

Par zone géographique, l'Afrique devient la principale destination des produits comoriens au 1^{er} semestre 2019. Elle a capté près de 54% des exportations totales contre 6% au 1^{er} semestre 2018, en raison de la forte

hausse des produits vendus dans cette région qui sont principalement constitué de produits destinés à être recyclés. Le marché européen devient le deuxième client du pays en captant 42,1% du total des exportations contre 50%

au 1^{er} semestre 2018 en liaison avec la baisse des exportations des clous de girofle sur la période. La France garde sa première place dans le marché européen en achetant auprès du pays du girofle et des huiles essentielles d'ylang-ylang. Le marché asiatique, pour sa part est en troisième position et capte seulement 3,3% des exportations au 1^{er} semestre 2019. Des exportations constituées de produits de rentes, essentiellement de la vanille et des biens intermédiaires.

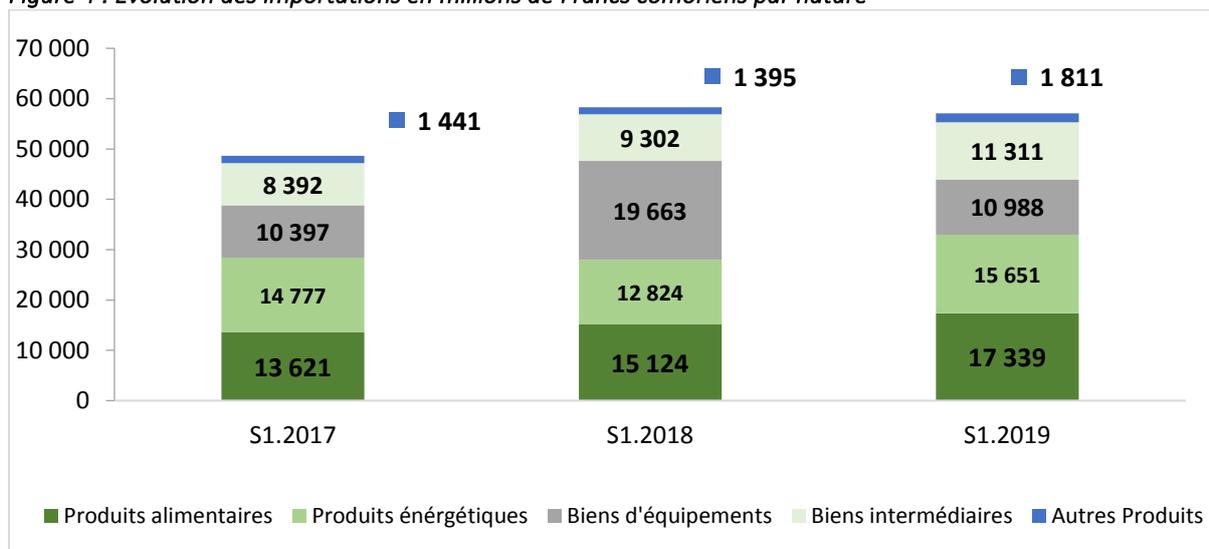


Importation par type de biens

Les importations de biens ont baissé de 2,1% par rapport au 1^{er} semestres 2018, en liaison avec le repli des importations des biens d'équipement, toutefois atténuée par la hausse des importations de produits alimentaires, de produits énergétiques et des biens intermédiaires. En effet, les achats de produits alimentaires, se sont établis à 17,3 milliards FC, en hausse de 14,6% par rapport au 1^{er} semestre 2018 sous l'effet des quantités importées. Les importations des

produits énergétiques ont également augmenté (+22%), passant de 12,8 milliards FC au 1^{er} semestre 2018 à 15,6 milliards FC au 1^{er} semestre 2019. S'agissant des importations des biens intermédiaires, elles ont augmenté de 21,6% pour s'établir à 11,3 milliards FC contre 9,3 milliards FC au 1^{er} semestre 2018. En revanche, les achats des biens d'équipement ont baissé de 44,1%, soit 11 milliards FC contre 20 milliards FC au 1^{er} semestre 2018.

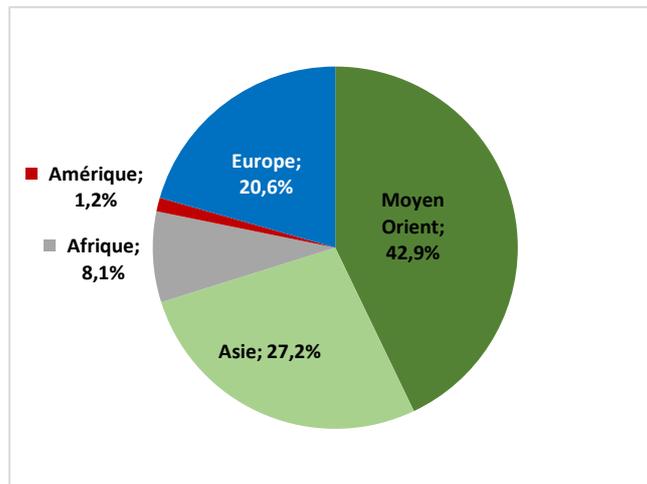
Figure 4 : Evolution des importations en millions de Francs comoriens par nature



Sources : Direction Générale des Douanes, Banque Centrale des Comores

Par zone géographique, le Moyen orient avec la forte demande nationale en produits pétroliers garde son 1^{er} rang dans le classement des pays de provenance des importations comoriennes au 1^{er} semestre 2019. Ce marché à lui seul assure près de 43% des importations comoriennes. Les Emirats Arabes Unis restent les principaux fournisseurs des Comores, avec une part de près de 96,4% du total des produits énergétiques de cette zone. Les pays d'Asie occupent la 2^{ème} place avec une part de

27,2%. La Chine demeure le principal fournisseur dans ce marché avec une part de 26,9% du total de nos importations.



Le marché européen, en 3^{ème} position a provisionné le pays à hauteur de 20,6% du total des importations.

Au niveau des pays de la sous-région, les importations en provenance des

pays du COMESA se sont établies à 2,3 milliards FC et ont représenté 50,5% du total des importations en provenance de l'Afrique.

V. Evolution de la situation monétaire

La masse monétaire s'est établie à 136,3 milliards FC en juin 2019 contre 138,5 milliards FC en décembre 2018, enregistrant ainsi une baisse de 1,6%. Cette évolution est due à la diminution des actifs extérieurs nets

en dépit de l'augmentation du crédit intérieur. Cependant en glissement annuel, elle enregistre une progression de 4,8% entre juin 2018 et juin 2019.

5.1. Les composantes de la masse monétaire

L'agrégat « **M1- Moyens de paiements** » affiche une baisse de 5,2%, s'élevant à 88 milliards FC en juin 2019 contre 92,8 milliards FC en décembre 2018. Cette contraction est essentiellement liée à la diminution des dépôts transférables (-7,9%), puisque la circulation fiduciaire est restée à peu près stable durant la période. Toutefois, par

rapport à juin 2018, les disponibilités monétaires ont augmenté de 2,8%. La tendance à la hausse de l'agrégat « **M2 - M1, épargne liquide** » observée ces derniers semestres s'est poursuivie, s'élevant à 48,3 milliards FC en juin 2019, après 45,7 milliards FC en décembre 2018, et 44,5 milliards FC en juin 2018.

Tableau 10 : Evolution des composantes de la masse monétaire en millions de Francs comoriens

Rubriques	Encours (millions FC)				Variation / juin-19 (%)	
	déc-17	juin-18	déc-18	juin-19	juin-18	déc-18
M1/ Moyens de paiements	85 934	85 643	92 781	88 003	2,76	- 5,15
Circulation Fiduciaire hors BEF	32 904	32 688	35 904	35 656	9,08	- 0,69
Dépôts transférables	53 031	52 954	56 877	52 347	- 1,15	- 7,96
Banque Centrale	3 045	2 205	2 565	642	- 70,88	- 74,98
Banques et Etablissements Financiers	49 986	50 750	54 311	51 706	1,88	- 4,80
M2-M1 / Epargne Liquide	41 776	44 507	45 747	48 322	8,57	5,63
M2 / Masse Monétaire	127 710	130 150	138 528	136 325	4,75	- 1,59

Source : Banque Centrale des Comores

5.2. Les contreparties de la masse monétaire

A fin juin 2019, les actifs extérieurs nets ont fortement diminué s'établissant à 72,4 milliards FC contre 81 milliards FC à fin décembre 2018 équivalent à une baisse de 10,6%. Cette situation s'explique par la réduction des actifs extérieurs bruts du système bancaire due à une sortie nette de devises servant notamment à payer les

importations. De leur côté, les engagements extérieurs sont restés quasiment invariables sur le même intervalle.

Il convient de noter qu'en glissement annuel, les actifs extérieurs nets affichent une amélioration de 6,3% soit de 4,3 milliards FC de plus par rapport à juin 2018.

Tableau 11 : Evolution des contreparties de la masse monétaire en millions FC

Rubriques	Encours (millions FC)				Variation / juin-19 (%)	
	déc-17	juin-18	déc-18	juin-19	juin-18	déc-18
Avoirs extérieurs nets	77 716	68 087	80 970	72 403	6,34	-10,58
Banque Centrale des Comores	76 198	65 446	76 038	69 378	6,01	- 8,76
Banque et Etablissements Financiers	1 518	2 641	4 932	3 025	14,53	- 38,66
Crédit intérieur	85 472	95 419	89 711	94 852	- 0,59	5,73
Créances nettes sur l'Administration Centrale	5 946	10 857	9 535	14 719	35,57	54,36
Créances brutes sur l'Administration Centrale	18 405	17 849	16 626	21 078	18,09	26,78
Dépôts de l'Administration Centrale	12 459	6 992	7 090	6 359	- 9,05	- 10,32
Crédits à l'économie	79 526	84 562	80 175	80 133	- 5,24	- 0,05
Autres postes nets	- 35 478	- 33 357	- 32 152	- 30 930	- 7,27	- 3,80
Total des Contreparties	127 710	130 150	138 528	136 325	4,75	- 1,59

Source : Banque Centrale des Comores

Le crédit intérieur a atteint 94,9 milliards FC au terme du 1^{er} semestre 2019 représentant une hausse de 5,7% par rapport à décembre 2018. Cette évolution est imputable à la

hausse des créances nettes sur l'Administration Centrale (+54,4%), vu que les crédits à l'économie sont restés pratiquement constants. En effet,

l'augmentation des créances nettes à l'Etat est principalement due à la hausse de l'encours des crédits qui lui ont été accordés et dans une moindre mesure à la baisse de ses dépôts. Pour ce qui est des crédits à l'économie, la baisse enregistrée au niveau des crédits octroyés au secteur privé a été

compensée par la progression de ceux accordés au secteur public.

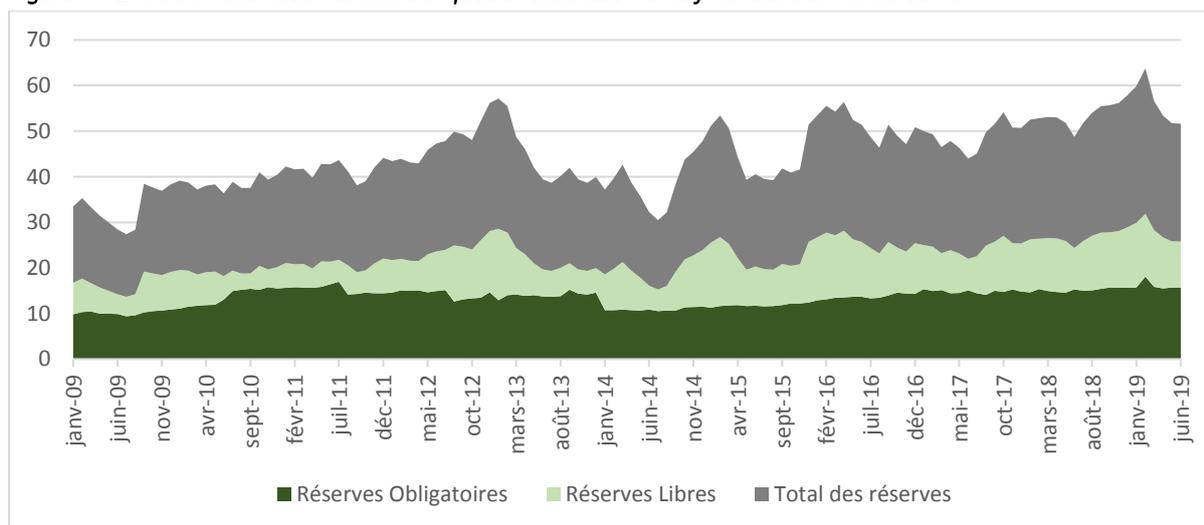
Toutefois, en glissement annuel, contrairement aux actifs extérieurs, le crédit intérieur a enregistré une légère baisse de 0,6 milliard FC par rapport à juin 2018.

VI. Conduite de la politique monétaire

Après avoir régulièrement révisé le taux de constitution des réserves obligatoires, eu égard aux évolutions des fondamentaux de l'économie nationale en termes de liquidité ou d'activité réelle, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores a maintenu, en sa session de décembre 2018, le taux de 15% fixé depuis 2013. En effet, depuis sa séance du 10 décembre 2013, le CA de la BCC a fixé le taux de constitution des réserves obligatoires à 15%, sa troisième baisse depuis 2010 dans le

but d'accorder aux établissements de crédits, plus de facilités dans le financement de l'économie, dans un contexte de reprise de croissance (3,8% en 2018 comme en 2017, 3,3% en 2016). Cette baisse du taux de constitution des réserves obligatoires a effectivement permis de stabiliser la liquidité du secteur bancaire. Au 1^{er} semestre 2019, le système bancaire a affiché une moyenne de réserves de 3,7 milliards FC contre 3,1 milliards FC à fin juin 2018.

Figure 4 : Evolution des Réserves des banques et établissements financiers en milliards FC



Source : Banque Centrale des Comores

Par ailleurs, les taux d'intérêt sont restés dans la même tendance, avec le maintien de l'indexation au taux du marché interbancaire

de la BCE (EONIA). En effet, en l'absence d'un marché monétaire et d'une politique de taux, la Banque Centrale continue d'indexer ses

opérations sur le taux du marché interbancaire de la BCE (EONIA). Ces taux d'intérêt ont poursuivi la même tendance depuis 2009. Par ailleurs, la BCC a engagé un chantier de réformes visant à moderniser le cadre de politique monétaire afin d'élargir ses

moyens d'intervention. Avec l'appui technique des partenaires, notamment le FMI et la Banque de France, des études ont été menées, et de nouveaux instruments sont en cours d'identification.